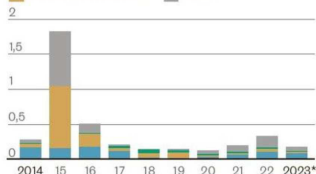


►►► Une bonne partie d'entre eux entrent dans l'UE par la Hongrie, mais Budapest a cessé depuis longtemps d'enregistrer les passages sur son sol et les demandes d'asile, malgré ses obligations européennes. Les pays voisins, comme l'Autriche et la Slovaquie, font tous état d'une forte hausse des arrivées depuis 2022. Jusqu'ici épargnée, la Slovaquie a enregistré plus de 30 000 migrants depuis début 2023. Mais la politique du premier ministre hongrois lui permet de continuer d'affirmer : « Nous avons pu jusqu'à présent nous protéger contre l'immigration. »

Nombre de migrants en situation irrégulière détectés aux frontières extérieures de l'UE, en millions de personnes, par route migratoire



Sources : Frontex; Eurostat • Infographie Le Monde

Relancer les accords extérieurs

Pour tenter de limiter les arrivées, l'UE promeut des accords de coopération avec les pays de transit. En échange d'un meilleur contrôle des flux migratoires, elle soutient des projets de développement énergétique, économique, et investit dans le matériel nécessaire à l'arrêt du passage des migrants. En 2016, les Vingt-Sept avaient versé 6 milliards d'euros à la Turquie, puis multiplié les accords avec le Maroc. Désormais, elle a signé un accord avec la Tunisie, doté potentiellement de plus de 1 milliard d'euros, et réfléchit à d'autres pactes, avec la Libye ou l'Égypte.

Face à la route venant de Turquie, la Grèce a durci sa législation depuis 2019 : refoulements illégaux en mer Égée et dans la région de l'Évros; fin des aides au logement pour les réfugiés; généralisation de leur relogement dans les camps fermés. Athènes voudrait profiter du bon climat actuel avec Ankara pour s'attaquer aux réseaux de passeurs qui opèrent en mer Égée et « étendre » l'accord conclu en 2016 entre l'UE et la Turquie.

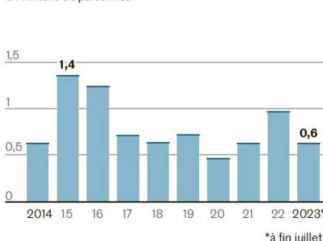
Selon cet accord, Ankara, moyennant une aide financière, devait s'attaquer aux réseaux et reprendre les réfugiés déboutés du droit d'asile sur les îles grecques. Dans les faits, la

Turquie n'en a jamais repris. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés, entre janvier et juillet, le nombre des arrivées sur les îles grecques a augmenté de 136 % par rapport à la même période en 2022.

Structures d'accueil engorgées

Les structures d'accueil des demandeurs d'asile sont engorgées dans certains pays. En Belgique, le premier ministre, Alexander De Croo, a annoncé le 29 septembre la création d'une « task force » pour trouver en urgence 2000 à 3000 places supplémentaires. Cette décision vise aussi à faire taire les divergences au sein de son gouvernement après que le secrétaire d'État à l'asile et la migration, Nicole de Moor, une chrétienne-démocrate flamande, a indiqué que les centres n'accueilleraient plus les hommes seuls et qu'elle demanderait à ceux qui trouveraient un emploi

Nombre de demandes d'asile déposées auprès des Etats membres de l'UE (plus la Norvège et la Suisse), en millions de personnes



*à fin juillet

L'UE PROMEUT DES ACCORDS AVEC LES PAYS DE TRANSIT. APRÈS CEUX SIGNÉS AVEC LA TURQUIE, LE MAROC ET LA TUNISIE, ELLE RÉFLÉCHIT À D'AUTRES PACTES AVEC LA LIBYE OU L'ÉGYPTE

de contribuer aux frais de séjour. Les services de l'asile accueillent actuellement 34 000 personnes, mais plus de 2400 sont à la rue.

Aux Pays-Bas, où le thème a entraîné la chute du premier ministre, Mark Rutte, en juillet, son gouvernement en sursis est divisé, alors que le royaume devrait recevoir quelque 70 000 demandes d'asile cette année. Un plan de répartition dans le pays divise les quatre partis au pouvoir. Les droites libérales et chrétiennes entendent limiter le regroupement familial, un projet cassé une première fois par la justice mais qui sera l'un des thèmes des législatives du 22 novembre.

Répondre aux besoins de main-d'œuvre

Les politiques restrictives se heurtent dans certains pays aux besoins du marché du travail. C'est le cas en Finlande, où l'asile et l'im-

migration ont fait partie des sujets les plus épineux pour la nouvelle coalition, composée du Parti de la coalition nationale (conservateur), des Vrais Finlandais (extrême droite), des chrétiens-démocrates et du Parti du peuple suédois (centre). D'un côté, les Vrais Finlandais exigeaient des restrictions drastiques, tandis que les trois autres formations ont insisté pour maintenir les frontières ouvertes pour les travailleurs immigrés, alors que le pays manque de main-d'œuvre.

L'accord de gouvernement, présenté le 16 juin par le premier ministre, Petteri Orpo, est un compromis : l'accueil des réfugiés et le regroupement familial vont être restreints et les retours à la frontière accélérés. Mais la cheffe des Vrais Finlandais, Riiikka Purra, n'a pas réussi à imposer le principe d'un salaire minimum de 3000 euros pour les salariés étrangers. En revanche, les immigrés n'auront plus les mêmes droits sociaux que les résidents permanents, et devront quitter le pays dans les trois mois suivant un éventuel licenciement.

Le Danemark, qui dispose d'une des législations les plus restrictives d'Europe, se demande s'il n'est pas allé trop loin. Depuis des années, les entreprises réclament l'assouplissement de certaines règles les empêchant de recruter à l'étranger. Les parlementaires ont finalement cédé à la pression. Le 1^{er} décembre 2022, la rémunération minimale pour obtenir un permis de travail est passée de 465 000 à 375 000 couronnes par an, conditionnée au niveau du chômage (actuellement à 2,5 % de la population active).

En Grèce enfin, un projet de loi devrait bientôt être présenté pour permettre aux 300 000 migrants qui vivaient illégalement dans le pays de travailler dans l'agriculture et le tourisme, secteurs qui peinent à recruter. ■

CÉCILE CHAMBRAUD
(AVEC NOS CORRESPONDANTS EN EUROPE)



DOLCE & GABBANA

KIT BUTLER PHOTOGRAPHIÉ PAR STEVEN MEISEL